



REPUBLIQUE POLONAISE

-----  
CENTRE D'INFORMATION  
ET DE DOCUMENTATION

LA DECADE POLONAISE

INFORMATIONS SUR LA POLOGNE

paraissant le 10, le 20 et le 30 de chaque mois

L'OPPRESSION SOVIETIQUE EN POLOGNE S'ACCENTUE...  
-----

Avant-Propos	3
Situation générale de la population sous l'occupation	4
Dans les villes : la classe intellectuelle et les ouvriers	7
A la campagne : les grands propriétaires et les paysans	10
Déportation en U.R.S.S. et transfert de la population	12
Politique de répression	15
Russification du pays	16
Questions religieuses	18

  
-----



L'OPPRESSION SOVIETIQUE EN POLOGNE S'ACCENTUE ...  
=====

Des nouvelles alarmantes nous parviennent des territoires occupés par les Soviets sur les répressions croissantes appliquées par les bolchéviques à la population locale. Alors qu'au début les autorités tentaient de semer la discorde entre les différentes classes de la population, elles procèdent actuellement à l'extermination totale de tout l'élément polonais en bloc. Les répressions ne s'étendent pas, d'ailleurs, uniquement aux Polonais mais frappent aussi, assez souvent, les Ukrainiens et les Ruthènes-Blancs.

La persécution des intellectuels, jusqu'à la décision nette de détruire complètement cette classe par la famine, la lutte contre la religion, l'anéantissement de la propriété privée suivent leur cours et s'aggravent.

Mais, actuellement, on observe des phénomènes nouveaux qui élargissent le champ de l'oppression et la rendent particulièrement atroce.

D'abord on a déclaré la guerre à la nationalité polonaise elle-même, à la langue polonaise, au sentiment national.

D'autre part, les autorités soviétiques ne se bornent plus à arrêter ou à fusiller les gens, mais elles appliquent simultanément la méthode des transferts massifs en U.R.S.S.. Au début, sous prétexte de résoudre la question du chômage, ces transferts comprenaient surtout la population des villes /qui forme environ 18 o/o de la population totale des territoires occupés/. A l'heure actuelle, cette action s'étend également à la population rurale, beaucoup plus nombreuse. Dès le début de mars, la presse soviétique avait entamé une campagne contre la classe paysanne aisée, accusée de saboter les mesures

prises par les autorités et de s'opposer à la collectivisation des terres. Cette campagne avait pour but de créer un prétexte aux transferts massifs des populations rurales résolument hostiles à l'institution des kolkhozes.

Les autorités s'efforcent de donner l'impression qu'il ne s'agit pas là d'un plan établi d'avance mais qu'on a affaire à des cas séparés. Parfois, on déporte par exemple des paysans, propriétaires de plus de 20 hectares, parfois ceux qui en possèdent au moins 10. Parfois on déporte des villages entiers et parfois quelques familles seulement par village.

L'ensemble des faits permet de conclure que le gouvernement soviétique tend à changer complètement la composition de la population des territoires occupés, au point de vue nationalité, par des déportations massives des habitants autochtones et leur remplacement par des ressortissants de l'U.R.S.S..

Il importe, en ce moment, de jeter un coup d'oeil sur l'ensemble des mesures d'oppression appliquées par un gouvernement et un régime, qui ne cessent pas, en dépit de leurs actes, d'invoquer les grands principes de justice et de liberté.

#### Situation générale de la population sous l'occupation

---

Les troupes soviétiques qui occupèrent la Pologne orientale le 17 septembre 1939, annoncèrent qu'elles venaient délivrer les Ukrainiens et les Ruthènes-Blancs de la prétendue tyrannie des seigneurs et des nobles polonais et rattacher ces territoires, soi-disant de races étrangères, à l'Ukraine et à la Ruthénie-Blanche soviétique. Les autorités civiles soviétiques et l'armée rouge constatèrent probablement avec surprise que le nombre de Polonais, habitant ces provinces, était beaucoup plus considérable que ne le disait la propagande soviétique. Partout, ils trouvèrent des Polonais et non seulement des fonctionnaires, mais parmi la population établie depuis toujours dans le pays. Le problème polonais, prit donc des proportions infiniment plus vastes qu'on ne le pensait tout d'abord. L'obstacle principal, empêchant l'avance de l'influence bolchévique dans le pays, était la classe intellectuelle polonaise, très nombreuse dans cette région, vu l'afflux de réfugiés polonais d'autres provinces qui en grossissait encore le nombre.

Aussi, malgré les maximes et les slogans de la pro-

pagande soviétique sur l'égalité de tous les peuples au sein de l'Union Soviétique et malgré de continuelles références à la prétendue émitié des peuples/conformément à la théorie de Staline, / à la constitution, etc., les bolchéviques prononcèrent-ils la condamnation des Polonais en général et de la classe intellectuelle en particulier.

Aucune illusion n'est possible : Goebbels déclara avant les hostilités, qu'on ne ferait pas la guerre à l'Etat polonais, mais à la nation polonaise et, aujourd'hui, nous voyons réaliser ce programme aussi bien par les Allemands que par les bolchéviques.

Les autorités soviétiques commencèrent, tout d'abord, par a b a i s s e r s y s t é m a t i q u e m e n t l e n i v e a u général de l'existence de la population locale, de façon à l'amener au niveau soviétique. Cette mesure était, à n'en point douter de la plus haute importance pour les Soviets car on pouvait vaincre la "démoralisation" des troupes et des employés civils arrivant de l'U.R.S.S.. En effet, depuis des années, on entretenait les citoyens des Soviets dans la certitude que les citoyens des pays étrangers vivent beaucoup plus mal qu'eux.

Ce plan fut exécuté par toutes sortes de moyens. Les soldats rouges reçurent, avant d'entrer en Pologne, 1000 roubles par tête, pour pouvoir faire des achats. Ces soldats étaient très nombreux et d'autre part, le cours du rouble ayant été fixé à 1 zloty, et les marchands ayant reçu l'ordre de maintenir leurs prix d'avant-guerre, toutes les marchandises furent immédiatement raflées.

Sous prétexte d'une réorganisation du commerce on r é q u i s i t i o n n a t o u s l e s s t o c k s qui se trouvaient encore dans les entrepôts et maisons de gros /décembre 1939/ et on liquida toutes les entreprises privées au profit des magasins de l'Etat ou des coopératives du type soviétique, soumises à un stricte contrôle de l'Etat. Plusieurs négociants furent dédommagés en zlotys, c'est à dire en monnaie qui, quelques jours plus tard /le 21.XII.39/, fut retirée de la circulation par les autorités soviétiques, sans droit d'échange.

A part ces confiscations, o n e x p é d i a e n U.R.S.S. tous les stocks de l'Etat et aussi des quantités considérables de matières premières et de marchandises appartenant à des particuliers, telles que :

Bois brut et travaillé provenant des forêts de l'Etat,  
foin et paille provenant des grandes propriétés foncières,  
réserves de blé,  
sucre,  
tabac et eau de vie des monopoles de l'Etat,  
réserves de minerais de fer, charbon, ferraille, et métaux dont le manque se fait sentir dans les Soviets,  
ciment,  
cuirs, textiles,  
meubles /surtout des meubles de bureau/.

On exporte aussi des installations industrielles complètes ainsi que des ameublements de bureaux, par exemple :

machines et appareils de l'usine électrique de Kołomyja et de Czortków,

une partie des installations de l'usine électrique de Stanisławów, installation des sucreries de Chodorów et de Horodenka, machines des usines textiles de Białystok /l'industrie soviétique éprouvait dernièrement une manque très cuisant de ce genre de machines et le gouvernement avait fait des démarches pour se les procurer de l'étranger/, outillage des ateliers des chemins de fer à Lwów, Stanisławów et Przemyśl, ameublement de la Banque Agraire de Lwów et d'un certain nombre d'autres bureaux de l'Etat.

On confisqua ou racheta, à des prix imposés et fort bas, toutes les réserves et le blé des paysans. Il y eut également des réquisitions de bétail, exécutées suivant des listes dressées au début de l'occupation, par les autorités soviétiques provisoires. Dans ces cas, aussi, on appliqua le système des paiements en zlotys qui devaient être retirés de la circulation peu de temps après.

On procéda aussi à la réquisition des appartements dans presque toutes les villes et bourgades. Conformément à l'ordre soviétique, une chambre doit être habitée par au moins deux personnes adultes. Mais le plus souvent, on mettait les habitants à la porte, sans leur permettre d'emporter même une valise. On persécute surtout les anciens propriétaires d'immeubles. Les appartements des personnes arrêtées ou déportées sont généralement confisqués.

On procède aussi à des réquisitions de vêtements, non seulement dans les villes mais aussi dans les campagnes. Des commissions spéciales veillent à cela, ne laissant à la population que deux pièces de linge de corps et de literie. On a confisqué les vêtements en peau de mouton aux paysans qui en avaient plus d'un par tête. Les bolchéviques ont confisqué aussi les machines à écrire, les skis et postes de radio.

Les médicaments et matériaux de pansement sont réquisitionnés et envoyés en Russie en grandes quantités. Au mois de janvier déjà, on ne pouvait plus trouver, dans les territoires occupés par les Soviétiques, ni aspirine, ni ouate, ni iode etc.. L'état de dénuement de la population et le manque de remèdes causent un fort accroissement de la mortalité. Les épidémies s'étendent et naturellement on n'a pas de vaccins pour la population, car les célèbres laboratoires du professeur Weigel à Lwów travaillent à présent pour l'U.R.S.S.. Les assurances sociales et leurs hôpitaux, pharmacies etc. ne fonctionnent plus. Les médecins ont l'interdiction de pratiquer ; ceci a pour but de les forcer à émigrer en U.R.S.S.. Un grand nombre d'entre eux a déjà été déporté de force. Ceux qui ont encore la possibilité de pratiquer, sont contraints de payer à l'Etat 80 o/o de leurs revenus, aussi ne leur reste-t-il que la possibilité d'accepter des emplois municipaux ou dans l'administration d'Etat sur place ou en U.R.S.S..

Une des mesures qui a le plus profondément atteint la population, est le décret mentionné plus haut, concernant l'annulation de la valeur du zloty, promulgué le 21.XII.1939.. Les comptes en banques et les livrets de caisses d'épargne furent confisqués à cette occasion. Les coffres-forts furent ouverts et leur contenu fut saisi par les autorités soviétiques. La population a perdu, de cette façon, presque toutes ses ressources. Comme on sait, ce genre

d'opération financière, consistant en la dévaluation complète, d'une monnaie, exécutée sans préavis et sans possibilité de l'échanger contre une autre monnaie, est sans précédent dans l'histoire des peuples civilisés.

Dans les villes :

-----  
la classe intellectuelle et les ouvriers  
-----

Les Soviets veulent ruiner et anéantir non seulement les classes dites possédantes, mais aussi la classe intellectuelle, c'est à dire les employés d'Etat, les représentants des professions libérales, les artistes etc.. Les autorités se rendent en effet bien compte que cette classe est un des plus grands obstacles à la bolchévisation du pays. Aussi cette classe est-elle particulièrement persécutée et, conformément aux maximes de la propagande soviétique et à la constitution stalinienne qui promet un traitement égal à toutes les nationalités dans le sein de l'U.R.S.S., les persécutions s'adressent également aux Polonais, aux Ukrainiens et aux Blanc-Ruthènes.

Un des moyens d'affamer la classe intellectuelle et d'abaisser son niveau d'existence ont été les réquisitions et les confiscations. Les employés ne touchèrent pas leurs appointements et furent renvoyés du jour au lendemain, demeurant ainsi sans aucune ressource. Pour pouvoir obtenir un emploi quelconque, on est obligé de faire une déclaration de loyauté envers le gouvernement soviétique et d'assurer qu'on est prêt à devenir citoyen soviétique ; il faut également remplir un questionnaire, contenant 50 points. Les emplois sont distribués par des agences spéciales, dites bourses du travail. Celles-ci exigent que le demandeur fasse partie d'un syndicat professionnel. Ces syndicats, de leur côté, refusent généralement d'immatriculer les intellectuels, sous les prétextes les plus divers. Un certain nombre de gens ont vécu en vendant leurs effets personnels. Cela ne leur est plus possible. Des commissions spéciales, composées très souvent d'anciens détenus de droit commun, accompagnés de la milice, visitaient les appartements déjà dépouillés par les réquisitions précédentes et emportaient tout ce qui restait en fait de vêtements et de linge.

Les bourses du travail offrent aux spécialistes des emplois d'ouvriers, non qualifiés, afin d'obliger les intellectuels à partir pour l'U.R.S.S..

En ce qui concerne les employés de l'ancienne administration, les autorités leur donnèrent l'ordre, dès les débuts de l'occupation, de continuer leur travail. Le refus d'obéir à cet ordre devait être considéré comme un acte de sabotage, délit puni par la loi soviétique, d'une peine allant de plusieurs années de prison, à la peine de mort. Ces dispositions avaient été prises dans le but de mettre au courant les employés nommés par les Soviets /recrutés parmi les gens de l'endroit, le plus souvent d'anciens détenus de droit commun et de communistes importés de Russie/. Du reste, bientôt, les anciens employés furent renvoyés, sans préavis. Les autorités soviétiques leur proposèrent des emplois en Russie. Ces mesures concernaient non seulement les employés de l'administration générale, mais aussi ceux des chemins de fer, des postes et des services municipaux. Comme les traitements avaient été

payés très irrégulièrement, l'arriéré des traitements devait être versé le 1.I.1940. Entre-temps, la plupart des employés avaient été renvoyés sans toucher le moindre dédommagement.

Malgré les efforts des autorités soviétiques, l'état d'esprit des masses ouvrières est nettement réservé à leur égard. La nationalisation des usines et les slogans sur la remise de ces établissements "entre les mains de la masse ouvrière" n'ont pas eu grand succès. D'autant plus qu'au lieu des directions d'entreprises collectives, créées au début de l'occupation, on institua le système soviétique qui abandonne l'ouvrier, corps et âme, à la direction de son usine, nommée par le gouvernement, et au comité communiste local /conformément à la loi sur la discipline du travail en U.R.S.S. de janvier 1939/.

Les anciens syndicats professionnels ont été supprimés et les leaders ouvriers arrêtés, sans exception les socialistes polonais, ukrainiens et juifs /Bund/. A leur place, on organisa des "profsoiouz" à la manière soviétique, à la tête desquels se trouvent des personnes nommées d'office, provenant pour la plupart de l'U.R.S.S..

Les salaires sont extrêmement bas, malgré la hausse considérable des prix /voir plus bas/. Les ouvriers reçoivent de 100 à 150 roubles par mois, au maximum. Toute la propagande communiste n'empêchera pas les familles ouvrières de souffrir de la faim.

Cette propagande est très active. Les ouvriers doivent obligatoirement assister à une quantité de meetings, organisés en dehors des heures de travail. Il y a aussi de nombreux cercles et clubs dont le but est d'initier le prolétariat à la doctrine Stalinienne et à l'histoire du communisme ainsi qu'à la propagande antireligieuse. Cependant, les nouvelles qui parviennent en Pologne occupée, venant de l'U.R.S.S., ne confirment pas les affirmations des agitateurs sur le train de vie des ouvriers soviétiques. Il est assez caractéristique que l'on ait envoyé un groupe d'ouvriers suivre un cours "d'initiation" communiste à Moscou, après lequel on les retint presque tous en Russie. Ceux qui réussirent à s'échapper rapportèrent qu'on les avait revêtus de haillons et qu'on les avait fait défiler dans les rues de Kiev et de Moscou en portant des banderoles avec la phrase : "Voilà de quoi ont l'air les ouvriers polonais". Cet incident eut une vaste répercussion dans les cercles ouvriers polonais.

La liquidation de l'hôpital /assez insignifiant dans cette partie du pays/ a été exécutée par les autorités soviétiques d'une façon très spécifique. On donna des emplois à un certain nombre d'ouvriers dans des entreprises nouvellement ouvertes, augmentant le personnel sans aucune nécessité. Mais les bolchéviques organisèrent surtout, sur une grande échelle, un recrutement pour les travaux en U.R.S.S.. Pour rendre ce recrutement plus facile, les autorités retardèrent à dessein la mise en marche de certains établissements exerçant de la sorte une pression sur les ouvriers qui n'étaient pas en mesure de trouver du travail sur place. Le nombre des déportés de cette classe atteint déjà au moins 100.000 hommes. Rien que dans le Donbas 25.000 hommes, originaires des territoires occupés, travaillent actuellement dans des conditions très pénibles. Il y en a aussi en Sibérie. D'après la "Prawda" du 2.II.40. 700 ouvriers polonais

construisent une nouvelle usine à Krasnoïarsk. Certains ouvriers ne sont pas en état de supporter les conditions dans lesquelles travaillent et vivent les ouvriers russes et reviennent dans leur pays.



Le r a v i t a i l l e m e n t des villes et petites villes en articles de première nécessité, est extrêmement défectueux, d'après la presse soviétique elle-même /"L'Eten-dard rouge" de Lwów, du 13.XII.39./. Les queues devant les ma-gasins sont devenues aussi fréquentes qu'en U.R.S.S.. En réor-ganisant le commerce, on a fermé une grande partie des magasins. A Lwów, on en a fermé 6.500 sur 8.500.

Les bolchéviques n'ont importé jusqu'ici que des al-lumettes de très mauvaise qualité, mais extrêmement bon marché, il faut le reconnaître, ainsi que du savon qui est de couleur brune, presque noire. Ce savon est néanmoins fort difficile à obtenir car il y a des queues sans fin devant les magasins pour s'en procurer un peu. On peut en acheter, dans le commerce li-bre, à 250 roubles le kilo. La pénurie du cuir se fait cruelle-ment sentir. On voit des gens se promener dans la neige, les pieds enveloppés de chiffons, ou chaussés de vieilles chaussu-res trouées, de caoutchoucs etc.. A Lwów, grâce à la nouvelle qu'une mission américaine devait visiter la ville, on organisa un certain nombre de magasins. Il s'agissait de donner une im-pression de bien être aux visiteurs. Les devantures furent ar-rangées tant bien que mal, assez gaîment et éclairées. Mais si les membres de cette expédition s'étaient aventurés dans ces magasins, ils auraient appris "qu'on y achetait mais n'y ven-dait rien". Il y a aussi beaucoup de beaux magasins où on ne peut acheter que 100 grammes de haricots ou de pois chiches ... rien de plus. Beaucoup de magasins qui ont des devantures lu-xueuses, sont fermés. Les rues sont glacées et sombres. On y rencontre souvent des gens qui sanglotent tout haut. Tout le monde a mauvaise mine et les gens sont affamés et abattus.

Lwów est une ville qui agonise. Il y meurt, en moyen-ne 200 à 250 personnes par jour. Naturellement, on voit souvent passer des enterrements. La m o r t a l i t é des nouveau-nés est de 75 o/o.. Les conditions sanitaires sont épouvantables. On manque absolument de médicaments. Les ordures ne sont recou-vertes que d'un peu de neige. Dès que le degel commencera, les épidémies seront inévitables. La neige n'est pas enlevée mais seu-lement tassée par des tracteurs et au printemps, une forte inondation est très sérieusement à craindre. Les ruines dues aux bombes et aux grenades allemandes ne sont pas réparées, ni déblayées ; on ne nettoie et ne construit pas.

Les autorités soviétiques introduisent des restric-tions en ce qui concerne le droit d'acheter des marchandises dans les magasins d'Etat ou coopératives, pour les personnes n'appartenant pas aux organisations reconnues par l'Etat /socia-les ou professionnelles/. Ces restrictions frappent surtout les anciens fonctionnaires d'Etat et autres employés et ouvriers polonais qui ont perdu leurs places.

Les fonctionnaires venus de l'U.R.S.S., ainsi que les soldats et officiers des troupes de la Guépéou, ou de la milice jouissent d'un approvisionnement spécial.

L'approvisionnement des coopératives et magasins d'E-tat en province, n'est pas meilleur que celui des grandes vil-les. A Kutuy, par exemple, au début de février, il était très difficile de se procurer même du pain. On faisait venir celui-ci

à raison d'un demi kilo par tête d'habitant, tous les trois ou quatre jours. Dans une autre localité, la coopérative distribuait tous les deux jours, un petit morceau de pain, chaque semaine, un peu de pétrole et de sel et tous les quinze jours, 800 grammes de sucre par personne. Dans bien des cas, les coopératives ont été fermées de temps à autre à cause du manque de marchandises.

Les prix changent d'un jour à l'autre. On ne peut plus trouver que certains articles dans les magasins et coopératives, et encore en quantités restreintes. Par exemple, on ne trouvait à Lwów, au début de février, que du pain et du sucre. Dans le commerce libre /la spéculation fleurit en territoires occupés/ on paye le kilo de beurre 70 roubles ; le lard, 70 à 90 roubles le kilo ; la viande, 30 à 50 roubles ; le pain, 5 roubles /dans les magasins de l'Etat où il est presque introuvable, il coute 80 kobecs/, les pommes de terre 5 à 6 roubles ; le litre de lait 4 roubles ; 50 kilos de seigle coutent 700 roubles etc..

Les combustibles manquent presque totalement, surtout dans les villes. Les réserves de charbon ont été réquisitionnées et le bois est extrêmement cher et on n'en trouve pas en quantités suffisantes.

La population n'a pas confiance dans la monnaie soviétique aussi le commerce d'échange est-il très répandu, surtout parmi les paysans ce qui est toutefois interdit par les autorités soviétiques.

A la campagne :

-----  
les grands propriétaires et les paysans  
-----

La grande propriété foncière et les biens de l'Eglise ont été confisqués. Les bolchéviques ne se contentèrent pas de la confiscation de ces terres, mais ils exterminèrent systématiquement la classe des propriétaires fonciers. Un certain nombre d'entre eux fut assassiné dès les premiers jours de l'occupation, soit par la Garde Rouge, composée de la lie de la population, soit par les soldats bolchéviques. Le cas du prince Lubomirski, assassiné à Aleksandria, en Wolhynie, est un exemple frappant de bestiale cruauté. Blessé par des soldats rouges, une première fois, on le crut mort et il fut soigné par sa famille. Les soldats ayant appris que leur victime vivait encore, revinrent au château et l'achevèrent. Un grand nombre de gens fut arrêté, déporté en Russie ou fusillé sur place sous prétextes les plus divers /si on trouvait une arme dans la maison, par exemple/. Il y eut beaucoup de cas de ce genre en Polésie et dans la voïevodie de Nowogródek. Les propriétés ont été pillées et ce qu'elles contenaient de plus précieux fut détruit avec un vandalisme incroyable. Par exemple, une superbe bibliothèque ancienne fut jetée à la rivière dans un domaine de la voïevodie de Lwów.

L'extermination de la classe des propriétaires avait pour but, à n'en pas douter, l'anéantissement de la partie de la population qui représentait, dans les provinces orientales, la civilisation polonaise, et concentrait l'esprit de résistance aux nouveaux maîtres.

Par rapport aux paysans, les bolchéviques eurent recours à une tactique beaucoup plus prudente. Au début, pour gagner les bonnes grâces de ceux-ci, les autorités soviétiques leur promirent la répartition des terres et les encouragèrent à piller tout simplement les châteaux afin de leur donner l'impression que tous les désirs de la classe villageoise seraient immédiatement satisfaits. Mais la principale devise des Soviets : "la terre aux paysans", n'eut aucun succès. Les propriétés grandes et petites, les terres des couvents etc. furent morcellées sans plus attendre, mais les paysans refusèrent souvent de les cultiver, en disant : "Nous labourerons et nous sèmerons mais ce seront les collectifs qui récolteront". C'est qu'en même temps, les agents soviétiques répandaient des nouvelles purement théoriques, au sujet de la collectivisation et du bien être extraordinaire dans lequel vivaient les membres des "collectifs". On tentait aussi d'exercer une certaine pression sur les paysans afin d'obtenir leur adhésion au parti communiste, ce qui leur fit une très mauvaise impression.

On donna donc la terre aux paysans en les obligeant à l'accepter et à la cultiver ; on dressa aussi un inventaire de leur cheptel en leur interdisant d'abattre la moindre de leurs bêtes sans en demander l'autorisation au comité du village. Le paysan a perdu, par conséquent, la libre disposition de ses biens et le droit de les échanger contre des produits industriels en ville. D'ailleurs, si même il arrivait à vendre un peu de lait, d'oeufs et de légumes, il ne trouverait rien à acheter dans les magasins qui ont été complètement dévalisés par les autorités et l'armée soviétique. Le paysan n'a plus ni pétrole, ni savon, ni allumettes, ni aucun autre des produits de première nécessité.

Depuis peu, les Soviets procèdent à la collectivisation des exploitations agricoles. On crée les premiers "kolkhozes" parmi les paysans possesseurs de très petits terrains et que l'on considère comme les plus malléables. Pour préparer la collectivisation, les bolchéviques font une propagande très active et ont organisé des cours pour les directeurs des kolkhozes /à partir de décembre 1939/, et les mécaniciens pour tracteurs, etc..

Malgré la prudence des autorités soviétiques, la collectivisation éveille une résistance très nette de la part des paysans, qu'ils soient polonais, ukrainiens ou blancs-ruthènes.

Aussi déportent-elles en U.R.S.S. les paysans riches /Koulaks suivant la terminologie soviétique/ en nombre constamment accru. Ces paysans proviennent surtout des voïevodies de Vilno et de Nowogródek et de la Pologne du sud-est. La presse soviétique a entrepris en mars une campagne contre les koulaks des territoires occupés, en les accusant de saboter les mesures prises par les autorités et la création des kolkhozes. Cette campagne rappelle à s'y méprendre, les méthodes appliquées par les bolchéviques en Russie, au moment de la collectivisation des exploitations agricoles et son but est, certainement, de préparer des prétextes à des répressions envers les paysans.

Les Soviets ont introduit sur les territoires occupés le système des impôts très élevés /230 roubles par hectare/, appliqués à des exploitations paysannes individuelles, qui en pratique, les condamne à la ruine. Ce système fut

déjà employé en U.R.S.S. envers les propriétés paysannes ayant échappé à la collectivisation.

D'après les nouvelles qui arrivent des territoires occupés, la résistance des paysans devient de plus en plus opiniâtre. Des batailles véritables auraient même eu lieu près de Przemyslany, Czortków, Obertyn, Tarnopol et Zbaraż, entre les paysans polonais et ukrainiens d'une part et les agents de la Guépéou et la milice soviétique, d'autre part.

Déportations en U.R.S.S. et transferts de la population

Pour assurer leur position dans les territoires occupés, les Soviets procèdent à des transferts en Russie de la population.

Avant tout, on a envoyé en U.R.S.S. tous les prisonniers de guerre au nombre d'environ 200.000.. Les camps se trouvent principalement en Russie centrale ou en Russie du nord.

Les réfugiés polonais, provenant d'autres parties de la Pologne qui, fuyant les Allemands, se sont trouvés dans les territoires occupés par les Russes, sont aussi victimes de ces déportations. Très peu d'entre eux se virent autorisés à rentrer chez eux. D'ailleurs, dans bien des cas, cela se borna à transporter ces personnes dans des wagons non chauffés, sans provisions, jusqu'à la ligne de démarcation entre l'occupation soviétique et l'occupation allemande et à les débarquer là. On trouva à plusieurs reprises, des cadavres d'enfants gelés pendant le voyage. Les transferts continuent et rien qu'à Kołomyja on a embarqué au cours d'un mois pour la Russie, plusieurs convois comprenant plusieurs centaines de voyageurs chacun.

Les autorités recensent continuellement les réfugiés que l'on peut évaluer, actuellement encore, à un demi million d'individus. D'après les données soviétiques, il y a encore près de 80.000 réfugiés à Lwów. Des groupements assez considérables se trouvent aussi à Rawa Ruska, Sambor, Stanisławów et à Brześć. A Przemyśl, la vie des réfugiés est tragique, car la vie y est particulièrement chère et on y manque d'un grand nombre d'articles de première nécessité, surtout de linge et de vêtements. Les maladies contagieuses se sont déclarées parmi ces malheureux, entre autres le typhus et la dysenterie.

Les autorités, tant russes, qu'allemandes, ont renforcé la garde des frontières et il est beaucoup plus difficile actuellement de pouvoir passer en territoire roumain ou hongrois. Les Soviétiques ont créé des camps spéciaux où on enferme les personnes prises au moment où elles tentaient de franchir illégalement la frontière. Ces prisonniers sont déportés, par la suite, en U.R.S.S..

Les réfugiés ont reçu l'ordre de se procurer des passeports, jusqu'au 15.III.1940., pour pouvoir rester à Lwów. Mais, en principe, on les leur refuse en leur proposant de s'établir dans une localité plus petite, généralement dans des villages. Les autorités de ces localités refusent de les recevoir et les refoulent vers les endroits d'où ils viennent. Ils sont donc obligés de refaire des dizaines de kilomè-

tres dans le sens inverse mais pas en chemin de fer, car on ne leur vend plus de billets. En arrivant à Lwów, la milice les arrête aux portes de la ville et ils sont obligés de camper dehors, mourant de froid et de faim. Il paraît qu'ils seraient parmi les premiers à être envoyés en Ukraine et en Crimée pour travailler dans les kolkhozes.

Les autorités russes ont également décidé d'évacuer la population frontalière. Comme on sait ce genre de mesures ne sont pas une nouveauté en U.R.S.S., où les régions frontières sont de véritables déserts, que n'habitent que des postes de gardes frontières et quelques groupements communistes, composés d'individus venus du fin fond de la Russie et coopérant avec les gardes. L'évacuation de la population frontalière du côté de la Roumanie et de la Hongrie, a commencé au début de février et comprend une bande de territoire d'une profondeur de 50 kilomètres. Cinq mille personnes originaires du district Kutu-Kolomyja auraient déjà été transférées en U.R.S.S.. trente familles polonaises, provenant du rayon de Zaleszczyki, ont été évacuées, avec interdiction d'emporter leurs effets. L'évacuation de la zone frontière est motivée soi-disant, par l'attitude de la population locale envers les fuyards auxquels elle facilitait le passage de la frontière hongroise et roumaine.

Les transferts de la population paysanne de différentes régions deviennent de plus en plus nombreux. On déporte les paysans possédant plus de 20 hectares mais aussi des paysans moins riches, sans différence de nationalité. Dans certains cas, on déporta des villages entiers, dans d'autres, on n'emmena qu'un certain nombre de familles par village. Les familles sont déportées en entier, quelle que soit leur composition. En cas d'absence d'un ou de plusieurs membres, le reste est déporté sans les attendre. Les déportés sont expédiés dans des wagons, non chauffés, dont les portes et les fenêtres sont bouchées à l'aide de planches.

Ces exécutions sont faites la nuit ou à l'aube; des détachements de la Guépéou viennent chercher dans les villages, les habitants destinés au transfert et les emmènent. On lie les protestataires avec des cordes et on les enlève de force. Il y eut des cas, où les paysans n'eurent qu'un quart d'heure pour se préparer au départ et des cas où l'on fit partir même des individus gravement malades.

Les autorités expliquent parfois la déportation des paysans par leur refus de fournir les quantités de blé prescrites. Par exemple, en Polésie, on condamna la population d'un village à fournir en deux jours, 1.600 kilos de blé par exploitation et 200 roubles en espèces. Il était naturellement impossible d'exécuter cet ordre qui n'avait d'autre but que de servir de prétexte à la déportation du village entier. On fit venir des Russes pour remplacer les déportés. Des cas analogues eurent lieu dans plusieurs villages de la région.

On a également déporté tous les membres des administrations forestières/gardes forestiers et gardes chasse/ aussi bien que leurs familles établies sur des terrains provenant de grandes propriétés foncières morcellées autrefois, ainsi qu'un grand nombre de montagnards habitants des Carpathes orientales. Dans le district de Pdnajce, les transferts ont pris des dimensions très considé-

rables : elles ont touché environ 1.000 familles. Les villages abandonnés sont pillés par les villages voisins et il y a des cas où on ne les repeuple pas surtout dans la zone frontrière.

Les premiers transports sont partis au début de février et ont eu lieu dans des conditions atroces. Les familles condamnées à partir avaient deux heures de temps pour se préparer au voyage, puis on les faisait monter dans des camions et les transportait à la gare la plus voisine. Là, elles étaient forcées d'attendre un train, des heures durant, par 30 degrés de froid. Les trains se composaient de wagons de marchandises, non chauffés et même souvent découverts. Dans bien des gares, les déportés attendirent ces trains pendant plusieurs jours. Seules les personnes qui ont entendu les hurlements de ces malheureux, leurs sanglots et leurs appels au secours, qui les ont entendu réciter d'une voix mourante des prières, ou chanter malgré tout "Nous n'abandonnerons pas la terre où nous sommes nés", ou "Dieu qui a protégé la Pologne", ceux-là seuls savent ce que ces malheureux ont souffert.

A Lwów, les habitants des maisons avoisinant la gare et qui voulaient aider les déportés au moment où on les embarquait, furent repoussés.

Et combien d'entre ces déportés sont morts de froid, en route ! Les bolchéviques n'ont épargné ni les femmes en couches, ni les nouveaux nés. Ils emmenèrent tout le monde, vieillards, enfants, malades. Presque tous périrent en chemin. Des cheminots qui ouvrirent un de ces wagons plombés, trouvèrent dedans des cadavres debout, serrés les uns contre les autres et recouverts de neige. Il y avait des cadavres partout et en les suivant on pourrait atteindre le lieu de destination des convois.

En Wolhynie, les paysans d'un village ayant appris qu'ils allaient être déportés firent des provisions pour la route et, voulant sauver leurs enfants de la mort certaine qui les attendait s'ils partaient, les dispersèrent dans les villages voisins. Ayant appris ceci, les autorités bolchéviques annoncèrent que les familles ayant des enfants ne partiraient qu'au mois de mai, car il fallait que les enfants ne souffrissent pas du froid et achèvasent leur année d'études. Les paysans firent naturellement revenir leurs enfants et les bolchéviques les déportèrent alors tous ensemble.

Les enfants d'un village des environs de Drohobycz /on a transféré près de 1400 familles habitant cette région/ ont été arrêtés par les bolchéviques à la sortie de l'école et déportés.

C'est surtout depuis le mois de mars que les autorités soviétiques procèdent à une véritable évacuation en masse des territoires occupés. On emmène tout le monde : propriétaires fonciers, paysans, représentants des professions libérales, ouvriers, etc.. Suivant des informations reçues de la région de Białystok, hommes, femmes et enfants sont ensuite parqués séparément. A Baranowicze, on a vu passer, du 4 au 6 mars, dix convois "masculins", "féminins" et "enfantins". Les déportés étaient empilés au nombre de cent par wagon.

Les déportés sont envoyés dans l'Oural et la province de Samara. Certains convois sont déjà partis pour le Turquestan et pour les environs de Swierdłowsk. On a également eu des nouvelles du transfert de plusieurs convois dans les régions de Smoleński, de Kiev, et au-delà de la mer Caspienne.

On remarque une forte recrudescence d'arrestations massives de la classe intellectuelle polonaise, ukrainienne et juive. On a l'impression que les bolchéviques ont décidé d'exterminer complètement cette classe qui refuse de se soumettre au nouveau régime. Il ne faut pas oublier que durant la première phase de l'occupation, les bolchéviques déportèrent plus de 1'000'000 intellectuels et ouvriers en U.R.S.S. sous prétexte de remédier au chômage.

### Politique de répression

-----

Les répressions d'ordre politique furent à l'ordre du jour dès l'entrée des troupes soviétiques. Il s'agissait souvent de meurtres purs et simples, exécutés par les bandes communistes et les troupes soviétiques. Mais à mesure que la Guépéou s'organisait et dressait des listes de citoyens, suivant leurs opinions politiques, leurs origines sociales etc., ces répressions eurent un caractère plus systématique.

Elles sont dirigées surtout contre :

- a/ les leaders de tous les partis politiques non communistes /polonais, ukrainiens et juifs/.
- b/ la classe intellectuelle locale que les autorités soviétiques s'efforcent de décimer par des arrestations, soit en la déportant en U.R.S.S..
- c/ et dernièrement, contre les paysans aisés.

Il est impossible de donner le chiffre exact des personnes arrêtées, mais il est certain qu'il atteint plusieurs dizaines de mille. A Czortków, qui est une ville de province de 19.000 habitants, il y avait 2.000 personnes en prison. A cette même époque, c'est à dire au début de février, il y avait au moins 20.000 personnes emprisonnées à Lwów.

Actuellement on signale qu'on arrête de nouveau à Lwów, jusqu'à 500 personnes par jour, sans distinction de parti, ni de classe : des nationalistes et des socialistes, des commerçants aisés et des industriels, des employés de la police et même des officiers retraités. Ces derniers sont d'ailleurs presque tous déjà en prison. Détail caractéristique, ces arrestations touchent dans la plupart des cas, des hommes entre 18 et 50 ans, immatriculés précédemment par les autorités comme conscrits. Les arrestations ont lieu surtout la nuit. Les maisons sont cernées par les soldats de la Guépéou et les appartements perquisitionnés. On transporte les détenus en camions, jusqu'aux prisons. Il leur est interdit d'entretenir les moindres relations avec leurs familles. Nombre d'entre eux est fusillé sur place après avoir été succinctement jugé par des cours spéciales de la Guépéou. La plupart est envoyée dans des camps de concentration en U.R.S.S.. Suivant des renseignements dignes de foi, on a déporté, du 29 au 31 janvier 1940, 880 personnes détenues dans les prisons de Lwów.

Les exemples cités plus bas, donneront une idée de l'étendue des répressions bolchéviques, prises au point de vue politique et national.

A Lwów on a mis en prison tous les notables de la ville : le maire, M.Ostrowski /mort depuis en prison/, l'adjoint du maire, M.Chajes /Juif/, le second adjoint, M.Iżyk et le docteur Weryński, le député Sommerstein /Juif/, le député Celewicz /Ukrainien/, l'ancien député Lewicki /Ukrainien/, des centaines d'hommes politiques avec les plus éminents d'entre eux en tête : les professeurs de l'Université Głabiński et Stanislas Grabski. On arrêta également tous les membres de la magistrature après leur avoir intimé l'ordre de remplir leurs fonctions comme à l'ordinaire. Ils furent déportés dans des camps de concentration.

Des arrestations parmi les membres des tribunaux eurent aussi lieu à Tarnopol, Stryj, Przemyśl, Łuck et dans d'autres villes des provinces occupées. Dans beaucoup de villes, on arrêta aussi les avocats. Un certain nombre de juges et d'avocats furent condamnés à la prison et, certains d'entre eux, à la peine de mort, entre autres un procureur à Tarnopol.

Ces condamnations s'accompagnent d'une parodie de procès. Un tribunal "révolutionnaire" dont les verdicts étaient exécutés dans les 24 heures, fonctionna par exemple à Kołomyja. Le socialiste juif, Alter, a été fusillé en Wolhynie, où il s'était réfugié en fuyant les Allemands. L'ancien député Hankiewicz a été condamné à 10 ans de prison pour activité sociale et politique, avant la guerre. C'est dans les mêmes conditions que Lejba Walter, propriétaire du domaine de Zabłotów en Pologne orientale, fut condamné à 5 ans de prison et qu'un employé de la voïevodie, Zachęta, le fut à la peine de mort pour activité politique.

Ce qui est assez caractéristique, c'est qu'on arrête maintenant les communistes locaux, et même les leaders communistes qui avaient déclaré vouloir coopérer avec les Soviets, au moment de leur entrée en Pologne. A Lwów, on a arrêté Balicki, Stern, Broniewski et d'autres qui avaient signé un manifeste de loyauté à Staline, en novembre dernier. Certaines personnes sont même accusées de "Trotzkisme", comme le prouve le cas du communiste Wolf à Czortków.

Les autorités soviétiques usent de pressions très sévères à l'égard des Ukrainiens. On a fermé toutes les anciennes institutions ukrainiennes, même celles qui n'avaient qu'un caractère culturel ou économique /coopératives/. On sait /voir la Décade Nr.6/ que, conformément à l'entente germano russe, les Allemands livrèrent aux bolchéviques plusieurs dizaines de milliers d'Ukrainiens qui avaient fui les Soviets et s'étaient réfugiés en territoire occupé par l'Allemagne. D'après les dernières informations, 3 leaders ukrainiens, appartenant aux groupes nationalistes, livrés par les Allemands, ont été fusillés par les bolchéviques. En même temps certains groupements ukrainiens continuent à jouir d'un discret appui des autorités allemandes, ce qui indique que la politique du III-ème Reich, d'une duplicité bien connue, ne renoncerait pas pour l'avenir au facteur ukrainien, ne fut-ce que comme moyen de faire pression sur son allié.

Russification du pays  
-----

Les envahisseurs suivent une politique de russification très caractérisée. Bien qu'en principe les langues polonaise, ukrainienne, ruthéno-blanche et juive jouissent d'une

égalité absolue, en pratique, les autorités introduisent la coutume de n'employer que le russe en tant que langue administrative /cela correspond d'ailleurs à l'état de choses existant en U.R.S.S..

De plus, on constate depuis un certain temps, la naissance d'une série de mesures particulièrement hostiles à la langue polonaise.

Les enseignes des magasins et toutes les inscriptions en polonais sont supprimées à partir du 29.II.40.. Elles sont remplacées par des inscriptions en langue russe et ukrainienne. Les billets de chemins de fer et de tramway sont rédigés en ukrainien, le nom des gares le sont en russe et en ukrainien. Il n'y a plus une seule inscription, affiche ou annonce en polonais à Lwów ; tout est rédigé en russe et en Ukrainien.

Les comités villageois ont reçu l'ordre d'abandonner complètement l'emploi du polonais.

Toutes les sociétés savantes polonaises ont été fermées.

Toutes les publications sont interdites sauf celles publiées par les autorités soviétiques. La vente de livres et publications en polonais est interdite. Les musées ont passé sous la direction de l'Académie des Beaux-Arts de Kiev. Les cabinets de lecture polonais sont mis sous scellés.

Depuis la fin d'octobre 1939, l'enseignement de la langue russe dans les écoles est obligatoire. A l'occasion de l'établissement progressif en territoire occupé, du nouveau type d'école universelle, comprenant 10 années d'étude, type qui est obligatoire en U.R.S.S., on renvoie les professeurs locaux, surtout les professeurs polonais et on les remplace par d'autres qui viennent de Russie. L'histoire et la littérature polonaises sont supprimées. Tous les manuels scolaires sont envoyés de Russie. On a institué obligatoirement des cours de doctrine communiste, d'après Staline, ainsi que des leçons d'histoire de Russie, spécialement préparée à cet usage.

Les bolchéviques s'efforcent d'isoler les enfants de toute influence des parents, surtout les enfants polonais. La jeunesse est entraînée à faire de la politique, elle prend part aux meetings, à la préparation des élections, aux défilés etc. . La Guépéou greffe sur la vie scolaire, le système de délation, si cher aux Soviets.

Des tendances de ce genre se font jour également dans les écoles supérieures, où les étudiants ont tous été spécialement examinés au point de vue politique. L'Ecole Polytechnique de Lwów a été directement rattachée aux commissariats de l'industrie à Moscou. L'Université de Lwów a dû faire une "entente" avec l'Université de Leningrad, concernant une collaboration des deux Universités. L'Académie Vétérinaire a à sa tête un commissaire envoyé de Kiev. La Faculté de Médecine de l'Université est devenue un établissement indépendant, rattaché directement à Moscou. On a rayé une série de chaires et on en a institué de nouvelles, entre autres : une chaire de marxisme-stalinisme, une chaire d'histoire du parti communiste, etc.. Malgré les assurances des autorités soviétiques quant au maintien de l'Université de Lwów en tant que centre de la science polonaise, on la soviétise actuellement, dans toute l'acception du mot.

On a ouvert à Lwów, une succursale de l'Académie des Sciences de Kiev, ainsi qu'une école spéciale d'instructeurs politiques /politrouks/, qui dépend directement de l'Académie des politrouks de l'armée rouge à Moscou.

Dans tous les domaines on constate un afflux massif de toutes sortes de spécialistes, venus de Russie. Ils prennent la direction des établissements industriels et des différents commissariats. Ils sont en majorité dans l'administration, dans les commissions dites des plans économiques agricoles /récemment créés/, dans les tribunaux, etc.. On les a fait venir sous prétexte de réorganiser l'administration des postes et des communications ferroviaires.

L'art lui-même, n'est pas sans ressentir les influences du parti. Les théâtres russes de propagande, parcourent le pays, villes et bourgs. Parfois même ils s'établissent pour un laps de temps illimité dans certaines localités /à Grodno, par exemple/.

Questions religieuses  
-----

Bien que les Soviets s'efforcent de se donner l'apparence de la tolérance religieuse, il est indiscutable qu'ils luttent méthodiquement contre les églises de toutes les confessions.

Durant les premières semaines de l'occupation, il n'y eut pas de massacre organisé des prêtres et des religieux, mais on a enregistré de nombreux cas de meurtres brutaux, commis sur des ecclésiastiques, comme par exemple, celui de l'abbé Niedźwiecki dans la voïevodie de Nowogródek, qui fut enterré vif. Ces excès furent assez vite enrayés. Ce qui suivit fut une lutte systématique tendant à anéantir complètement le clergé.

Avant tout, on décida de le réduire à la misère la plus complète. Tous les biens de l'église ont été confisqués, jusqu'aux plus petits bouts de terrain. Les prêtres sont obligés de vivre de la charité de leurs fidèles et cela dans un pays dépouillé et affamé. Des impôts colossaux sont imposés aux églises et dans le cas où ils ne sont pas payés, celles-ci sont saisies.

Les bolchéviques font une propagande antireligieuse de grande envergure. Un des buts principaux des Soviets, est l'éducation des enfants dans des tendances antireligieuses. En conséquence à Bialystok où se trouvait un grand établissement d'éducation, conduit par les Pères Salésiens, l'enseignement de la religion et la fréquentation de l'église ont été interdits. La chapelle a été transformée en cinéma. Les religieuses qui dirigeaient l'orphelinat, ont été expulsées et on a mis de jeunes communistes à leur place. Enfin, le 12.XII.39. on fonda une organisation communiste de la jeunesse /komsomol/ et on offrit aux religieux soit de devenir des sans-Dieu, soit de quitter la ville. A Lwów, le couvent des Capucins a été confisqué et transformé en dépôt d'armes. La maison des Pères Résurrectionnistes à été transformée en bourse ukrainienne.

L'enseignement de la religion dans les écoles a été rayé des programmes et des commissaires spéciaux ont été nommés pour surveiller la propagande antireligieuse. Il y eut des cas où on consentit à laisser les crucifix à leur place, à condition de poser dessus les portraits de Lénine et de Staline.

Vers la seconde moitié de décembre, on interdit dans tous les territoires occupés, les mariages religieux, les baptêmes, l'usage des cloches, et les objets du culte furent mis sous scellés. Jusqu'à présent, il n'y a pas d'ordre précis concernant l'interdiction de dire la messe.

La Ligue soviétique des Sans-Dieu a lancé près de 25.000 agitateurs dans les territoires occupés. Cette ligue est subventionnée par l'Etat et jouit de l'appui des autorités locales.

Les répressions dirigées contre le clergé n'ont pas cessé et sous le moindre prétexte /celui d'activités contrerévolutionnaires surtout/ on arrête les prêtres et on les déporte en U.R.S.S.. Suivant les déclarations d'un des chefs de la Ligue des Sans-Dieu, Jarosławski, on avait déjà en janvier envoyé en Sibérie, 4.000 prêtres.

-----

Au cours des premiers mois après l'occupation d'une partie de la Pologne par les Allemands et de l'autre par les Soviets on aurait pu penser qu'aucun régime ne pouvait égaler en barbarie celui que les Allemands avaient appliqué à la population polonaise. Aujourd'hui on ne saurait plus soutenir une telle opinion. En effet, depuis deux ou trois mois, les Soviets ne reculent devant aucune mesure d'oppression et d'extermination contre les Polonais. Il est désormais difficile de dire lequel des deux régimes est plus dur et plus cruel.